

# DEC 28/2015

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2014-2015

---

---

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale  
le 17 septembre 2015

---

---

Enregistré à la Présidence du Sénat  
le 17 septembre 2015

## TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,  
À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

**Proposition de virements de crédit n° DEC 28/2015 à l'intérieur de la Section III – Commission – du budget général pour l'exercice 2015**





Conseil de  
l'Union européenne

**Bruxelles, le 8 septembre 2015  
(OR. en)**

**11753/15**

**FIN 592**

**NOTE DE TRANSMISSION**

---

Origine:	Madame Kristalina GEORGIEVA, vice-présidente de la Commission européenne
Date de réception:	8 septembre 2015
Destinataire:	Monsieur Pierre GRAMEGNA, président du Conseil de l'Union européenne
Objet:	Proposition de virement de crédits n° DEC 28/2015 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2015

---

Les délégations trouveront ci-joint le document DEC 28/2015.

p.j.: DEC 28/2015



BRUXELLES, LE 03/09/2015

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2015  
SECTION III - COMMISSION TITRES: 01, 21, 23, 40

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 28/2015

---

**ORIGINE DES CRÉDITS**

**DU CHAPITRE** - 0103 Affaires économiques et financières internationales

ARTICLE - 01 03 02 Aide macrofinancière	CE	-42 455 000,00
	CP	-1 688 254,00

**DU CHAPITRE** - 4002 Réserves pour les interventions financières

ARTICLE - 40 02 42 Réserve d'aide d'urgence (crédits reportés)	CE	-2 545 000,00
ARTICLE - 40 02 42 Réserve d'aide d'urgence	CP	-13 311 746,00

**DESTINATION DES CRÉDITS**

**AU CHAPITRE** - 2103 Instrument européen de voisinage

POSTE - 21 03 01 03 Pays méditerranéens - Mesures propres à instaurer la confiance, sécurité et prévention et règlement des conflits	CE	30 000 000,00
--	----	---------------

**AU CHAPITRE** - 2302 Aide humanitaire, aide alimentaire et préparation aux catastrophes

ARTICLE - 23 02 01 Mise à disposition rapide et efficace d'une aide humanitaire et d'une aide alimentaire en fonction des besoins	CE	2 545 000,00
ARTICLE - 23 02 01 Mise à disposition rapide et efficace d'une aide humanitaire et d'une aide alimentaire en fonction des besoins	CE	12 455 000,00
	CP	15 000 000,00

## I. PRÉLÈVEMENT

### I.1

#### a) Intitulé de la ligne

01 03 02 - Aide macrofinancière

#### b) Données chiffrées à la date du 27/08/2015

	CE	CP
1A Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	77 955 000,00	74 218 061,00
1B Crédits de l'exercice (AELE)	0,00	0,00
2 Virements	0,00	0,00
3 Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	77 955 000,00	74 218 061,00
4 Exécution des crédits définitifs de l'exercice	0,00	23 029 806,20
<b>5 Crédits inutilisés/disponibles (3-4)</b>	<b>77 955 000,00</b>	<b>51 188 254,80</b>
<b>6 Besoins jusqu'à la fin de l'exercice</b>	<b>35 500 000,00</b>	<b>49 500 000,80</b>
<b>7 Prélèvement proposé</b>	<b>42 455 000,00</b>	<b>1 688 254,00</b>
8 Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	54,46 %	2,27 %
9 Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 26, par. 1, pt. b), du règlement financier, calculé selon l'article 14 des règles d'application par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

#### c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CE	CP
1 Crédits disponibles en début d'année	0,00	0,00
2 Crédits disponibles à la date du 27/08/2015	0,00	0,00
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	n/a	n/a

#### d) Justification détaillée du virement

Au 24 août 2015, l'exécution des crédits sur cette ligne budgétaire était de 0 % pour les engagements et de 31 % pour les paiements.

Conformément aux prévisions antérieures, les opérations d'assistance macrofinancière (AMF) en faveur de la Géorgie ont donné lieu à des versements (23 millions d'EUR sous forme de dons), tandis que pour la République kirghize, l'exécution (15 millions d'EUR sous forme de dons) est prévue en 2015. Toutefois, les opérations d'AMF en faveur de la Moldavie et de l'Arménie ne se concrétiseront probablement pas en 2015.

Arménie: une demande d'AMF a été reçue des autorités arméniennes en février 2013, qui a été renouvelée en février 2014. Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI), qui avait approuvé en mars 2014 un programme triennal de 125 millions d'USD, a décelé un déficit de financement de 100 millions d'USD, qui devrait être couvert par l'AMF de l'Union européenne. C'est la raison pour laquelle la Commission a introduit la demande correspondante dans la procédure budgétaire. Toutefois, compte tenu de la situation économique et de la capacité de l'Arménie à attirer des financements extérieurs (notamment l'émission d'euro-obligations, à hauteur de 500 millions d'USD, en mars 2015), à l'heure actuelle, la Commission considère que la stabilité macroéconomique du pays n'est pas menacée, de sorte qu'elle ne proposera pas de nouveau programme d'AMF en 2015. La Commission continuera à suivre la situation de près dans la perspective d'une nouvelle proposition susceptible d'avoir une incidence budgétaire en 2016-2017.

Moldavie: à la fin de l'année 2013 et en 2014, le gouvernement moldave a sollicité la possibilité d'une nouvelle opération d'AMF parallèlement à un nouveau programme du FMI, qui a été inscrite en conséquence dans le projet de budget 2015. Toutefois, les négociations en la matière avec le FMI ont échoué au début de 2014. À la suite des élections de novembre 2014, la Moldavie a connu une situation d'instabilité politique avec des changements de gouvernement, une crise bancaire et le glissement de l'économie réelle dans la récession. Dans ce contexte, les négociations prévues sur un nouveau programme du FMI ont été interrompues à deux reprises. Le gouvernement actuel, qui a été formé à la fin du mois de juillet 2015, a repris les négociations sur un nouveau programme du FMI, qui pourrait être soumis à l'approbation du conseil d'administration du Fonds en novembre 2015. Si des avancées notables sont réalisées au sujet du programme du FMI, les autorités moldaves sont susceptibles de faire une demande officielle d'AMF, qui aurait une incidence budgétaire en 2016-2017.

En conséquence, un montant total de 77 455 000 EUR en crédits d'engagement (CE) et de 35 688 254 EUR en crédits de paiement (CP) peut être transféré comme suit pour couvrir des besoins urgents sur d'autres lignes budgétaires de la rubrique 4 en 2015:

- 20 millions d'EUR en CE et 19 millions d'EUR en CP destinés au soutien supplémentaire à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA);
- 15 millions d'EUR en CE et 15 millions d'EUR en CP pour l'aide humanitaire au Soudan du Sud;
- le solde, soit 42 455 000 EUR en CE et 1 688 254 EUR en CP, pour les crises en Syrie et en Iraq.

## I.2

### a) Intitulé de la ligne

40 02 42 - Réserve d'aide d'urgence (crédits reportés)

### b) Données chiffrées à la date du 27/08/2015

	<b>CE</b>
1A Crédits de l'exercice (budget initial + BR) [reportés]	198 922 866,00
1B Crédits de l'exercice (AELE)	0,00
2 Virements	-105 000 000,00
3 Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	93 922 866,00
4 Exécution des crédits définitifs de l'exercice	0,00
<b>5 Crédits inutilisés/disponibles (3-4)</b>	<b>93 922 866,00</b>
<b>6 Besoins jusqu'à la fin de l'exercice</b>	<b>91 377 866,00</b>
<b>7 Prélèvement proposé</b>	<b>2 545 000,00</b>
8 Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	1,28%
9 Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 26, par. 1, pt. b), du règlement financier, calculé selon l'article 14 des règles d'application par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

### c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	<b>CE</b>
1 Crédits disponibles en début d'année	0,00
2 Crédits disponibles à la date du 27/08/2015	0,00
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	n/a

### d) Justification détaillée du virement

Conformément à l'article 9 du règlement fixant le cadre financier pluriannuel, la réserve pour aides d'urgence est destinée à permettre de répondre rapidement à des besoins d'aide de pays tiers spécifiques, à la suite d'événements qui n'étaient pas prévisibles lors de l'établissement du budget, en priorité pour des actions à caractère humanitaire, mais aussi pour la gestion civile d'une crise et la protection civile, et pour des situations dans lesquelles les flux migratoires exercent une pression particulière aux frontières extérieures de l'Union lorsque les circonstances l'exigent.

### **I.3**

#### **a) Intitulé de la ligne**

**40 02 42 - Réserve d'aide d'urgence**

#### **b) Données chiffrées à la date du 27/08/2015**

	<b>CP</b>
1A Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	150 000 000,00
1B Crédits de l'exercice (AELE)	0,00
2 Virements	-105 000 000,00
3 Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	45 000 000,00
4 Exécution des crédits définitifs de l'exercice	0,00
<b>5 Crédits inutilisés/disponibles (3-4)</b>	<b>45 000 000,00</b>
<b>6 Besoins jusqu'à la fin de l'exercice</b>	<b>31 688 254,00</b>
<b>7 Prélèvement proposé</b>	<b>13 311 746,00</b>
8 Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	8,87 %
9 Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 26, par. 1, pt. b), du règlement financier, calculé selon l'article 14 des règles d'application par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

#### **c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)**

	<b>CP</b>
1 Crédits disponibles en début d'année	0,00
2 Crédits disponibles à la date du 27/08/2015	0,00
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	n/a

#### **d) Justification détaillée du virement**

Conformément à l'article 9 du règlement fixant le cadre financier pluriannuel, la réserve pour aides d'urgence est destinée à permettre de répondre rapidement à des besoins d'aide de pays tiers spécifiques, à la suite d'événements qui n'étaient pas prévisibles lors de l'établissement du budget, en priorité pour des actions à caractère humanitaire, mais aussi pour la gestion civile d'une crise et la protection civile, et pour des situations dans lesquelles les flux migratoires exercent une pression particulière aux frontières extérieures de l'Union lorsque les circonstances l'exigent.



## **II. RENFORCEMENT**

### **II.1**

#### **a) Intitulé de la ligne**

**21 03 01 03 - Pays méditerranéens - Mesures propres à instaurer la confiance, sécurité et prévention et règlement des conflits**

#### **b) Données chiffrées à la date du 27/08/2015**

	<b>CE</b>
1A Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	44 500 000,00
1B Crédits de l'exercice (AELE)	0,00
2 Virements	72 500 000,00
3 Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	117 000 000,00
4 Exécution des crédits définitifs de l'exercice	10 000 000,00
<b>5 Crédits inutilisés/disponibles (3-4)</b>	<b>107 000 000,00</b>
<b>6 Besoins jusqu'à la fin de l'exercice</b>	<b>137 000 000,00</b>
<b>7 Renforcement proposé</b>	<b>30 000 000,00</b>
8 Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	67,42 %
9 Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 26, par. 1, pt. b), du règlement financier, calculé selon l'article 14 des règles d'application par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

#### **c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)**

	<b>CE</b>
1 Crédits disponibles en début d'année	0,00
2 Crédits disponibles à la date du 27/08/2015	0,00
3 Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	n/a

#### **d) Justification détaillée du virement**

Au 24 août 2015, le taux d'exécution des crédits inscrits sur cette ligne s'établissait à 74 % pour les engagements et à 83 % pour les paiements. À cette même date, le taux d'exécution global des crédits relatifs à l'instrument européen de voisinage (IEV) était de 75 % pour les engagements et de 63 % pour les paiements. Des réaffectations internes ont déjà eu lieu au sein de l'IEV dans la plus large mesure envisageable, notamment pour compléter l'allocation annuelle en faveur de la Tunisie, et il n'y a pas d'autres possibilités de reprogrammation des fonds.

Les pays limitrophes de la Syrie, qui accueillent actuellement plus de 4 millions de réfugiés, approchent dangereusement du point de saturation en ce qui concerne la fourniture de services essentiels. Tel est particulièrement le cas pour le Liban, qui abrite la plus vaste population de réfugiés par habitant dans le monde - près de 1,2 million de personnes, soit plus de 25 % de la population du pays.

La plupart de ces réfugiés sont des enfants et des adolescents qui, s'ils ne disposent pas de moyens d'éducation et de subsistance suffisants, risquent de devenir un terrain fertile pour la radicalisation et les migrations clandestines. Par conséquent, il faut renforcer les capacités des pays d'accueil au moyen d'interventions au titre des liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement (LRRD) financées par l'IEV, en particulier dans les domaines de l'éducation et de la santé.

Des crédits d'engagement supplémentaires d'un montant de 30 millions d'EUR sont nécessaires pour financer les deux interventions LRRD prioritaires suivantes:

1. aide d'urgence en faveur des réfugiés palestiniens en Syrie déplacés à la suite de la crise syrienne (10 millions d'EUR);
  2. soutien éducatif d'urgence pour les enfants syriens réfugiés au Liban et en Jordanie (20 millions d'EUR).
- Pour de plus amples informations, il convient de se référer à l'annexe I.

## II.2

### a) Intitulé de la ligne

**23 02 01 - Mise à disposition rapide et efficace d'une aide humanitaire et d'une aide alimentaire en fonction des besoins**

### b) Données chiffrées à la date du 27/08/2015

	<b>CE</b>
1A Crédits de l'exercice (budget initial + BR) [reportés]	0,00
1B Crédits de l'exercice (AELE)	0,00
2 Virements	105 000 000,00
3 Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	105 000 000,00
4 Exécution des crédits définitifs de l'exercice	105 000 000,00
<b>5 Crédits inutilisés/disponibles (3-4)</b>	<b>0,00</b>
<b>6 Besoins jusqu'à la fin de l'exercice</b>	<b>2 545 000,00</b>
<b>7 Renforcement proposé</b>	<b>2 545 000,00</b>
8 Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	n/a
9 Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 26, par. 1, pt. b), du règlement financier, calculé selon l'article 14 des règles d'application par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

### c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	<b>CE</b>
1 Crédits disponibles en début d'année	62 508,54
2 Crédits disponibles à la date du 27/08/2015	8 867,24
3 Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	85,81 %

### d) Justification détaillée du virement

Voir point II.3.

## **II.3**

### **a) Intitulé de la ligne**

**23 02 01 - Mise à disposition rapide et efficace d'une aide humanitaire et d'une aide alimentaire en fonction des besoins**

### **b) Données chiffrées à la date du 27/08/2015**

	<b>CE</b>	<b>CP</b>
1A Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	882 446 000,00	872 446 000,00
1B Crédits de l'exercice (AELE)	0,00	0,00
2 Virements	-3 000 000,00	105 000 000,00
3 Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	879 446 000,00	977 446 000,00
4 Exécution des crédits définitifs de l'exercice	839 095 000,00	709 790 384,67
<b>5 Crédits inutilisés/disponibles (3-4)</b>	<b>40 351 000,00</b>	<b>267 655 615,33</b>
<b>6 Besoins jusqu'à la fin de l'exercice</b>	<b>52 806 000,00</b>	<b>282 655 615,33</b>
<b>7 Renforcement proposé</b>	<b>12 455 000,00</b>	<b>15 000 000,00</b>
8 Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	1,41 %	1,72 %
9 Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 26, par. 1, pt. b), du règlement financier, calculé selon l'article 14 des règles d'application par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

### **c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)**

	<b>CE</b>	<b>CP</b>
1 Crédits disponibles en début d'année	62 508,54	28 512,24
2 Crédits disponibles à la date du 27/08/2015	8 867,24	0,00
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	85,81 %	100,00 %

### **d) Justification détaillée du virement**

Au 24 août 2015, le taux d'exécution global des crédits inscrits au chapitre de l'aide humanitaire s'établissait à 96 % pour les engagements et à 72 % pour les paiements.

En juin et juillet, la Commission a procédé à une évaluation approfondie des besoins dans le cadre de son examen de l'aide humanitaire en milieu d'année. En conséquence, un montant de 27 millions d'EUR issu de la réserve opérationnelle a été alloué à un certain nombre de crises, notamment pour le Yémen, la région des Grands Lacs, le Soudan et la corne de l'Afrique. Tandis que le montant initial de la réserve opérationnelle était fixé à 176 millions d'EUR, à ce jour, 40 millions d'EUR en crédits d'engagement sont disponibles. Le solde (10 millions d'EUR par mois) est nécessaire pour couvrir les besoins découlant de nouvelles crises ou de l'aggravation de certaines crises et des catastrophes naturelles susceptibles de survenir d'ici à la fin de l'année, notamment les pluies de mousson récurrentes, ainsi que les typhons et cyclones en Asie du Sud, en Amérique centrale et dans la région des Caraïbes.

Les besoins liés à la crise syrienne continuent d'augmenter. Depuis la dernière demande de la Commission (juin 2015) visant à mobiliser 50 millions d'EUR issus de la réserve d'aide d'urgence (DEC 24), les violences se sont encore intensifiées. La situation humanitaire est à présent plus grave que jamais et elle continuera très certainement à se détériorer tout au long de l'année 2015. De nouveaux déplacements de population ont lieu actuellement à la suite de l'avancée des troupes de l'État islamique en Iraq et au Levant en juillet. Près de 5 millions de personnes sont actuellement confrontées à des pénuries d'eau dans les zones rurales autour de Damas et à Damas même, à Deraa et à Alep, car des belligérants ont délibérément interrompu l'approvisionnement.

La crise iraquienne, qui est une urgence de niveau 3, reste l'une des plus graves crises humanitaires au niveau mondial. Les agences des Nations unies s'attendent, selon l'hypothèse la plus probable, à ce que 1,7 million de personnes supplémentaires soient déplacées avant la fin de l'année 2015 (en plus des 3,1 millions actuels). Le nombre de personnes dans le besoin devrait atteindre 10 millions (contre 8,2 millions actuellement). Depuis juin-juillet, on assiste à une nouvelle escalade du conflit et à de nouveaux déplacements massifs. Le plan de réponse humanitaire en Iraq subit un déficit de financement de 85 % au total, et certaines opérations sont déjà en cours de clôture faute de crédits. Le 27 juillet, les Nations unies ont annoncé la suspension de 184 services de santé de première ligne en raison de la pénurie de financements. Puis, le 9 août, elles ont annoncé que l'approvisionnement alimentaire sera interrompu en octobre, ce qui touchera 2 millions de personnes dans le besoin.

Un montant total de 15 millions d'EUR en crédits d'engagement et en crédits de paiement (10 millions pour la Syrie et 5 millions pour l'Iraq) est par conséquent nécessaire pour répondre aux besoins humanitaires supplémentaires découlant de ces crises en cours.

La Commission, qui a étudié les possibilités de redéploiement au sein de la rubrique 4, a recensé les fonds disponibles pouvant couvrir une partie des renforcements proposés (12 455 000 EUR en crédits d'engagement et 1 688 254 EUR en crédits de paiement provenant de l'aide macrofinancière). Il est donc demandé un renforcement destiné à couvrir le solde manquant de 2 545 000 EUR en crédits d'engagement et de 13 311 746 EUR en crédits de paiement au moyen de la mobilisation de la réserve d'aide d'urgence.

Pour de plus amples informations sur les crises en Syrie et en Iraq et sur l'utilisation des fonds, il convient de se reporter aux annexes II et III ci-jointes.

## **ANNEX I: Syrian crisis - European Neighbourhood Instrument (ENI)**

### **1. Emergency support to Palestinian refugees in Syria displaced by the Syrian crisis (EUR 10 million):**

All 12 Palestine refugee camps and all 560 000 registered Palestinian refugees in the country have been profoundly affected by the conflict. With violence escalating, movement and access are more difficult and causing increasingly severe hardship. The United Nations Relief and Works Agency (UNRWA) estimates that 95% of the 480 000 Palestinian refugees remaining in Syria are in continuous need of aid. In Lebanon, Jordan and Egypt, many Palestinian refugees from Syria do not have legal status and are unable to access civil registration procedures and basic social services. Their movement is limited and they live in constant fear of arrest and forced return to Syria. Palestinian refugees are leaving Syria by unsafe routes to Turkey, often risking their lives. The regional protection needs of Palestinian refugees are acute and urgent and supporting them is an imperative of regional humanitarian, political and strategic importance.

The 2014 UNRWA appeal received only 50% funding. Only through a substantial reduction of individual assistance was UNRWA able to continue serving all those in need. If funding levels continue to decline, critical efforts in emergency education and health care will cease and cash assistance - the central pillar of the UNRWA response - will be threatened. Decades of development gains made possible by the international community are in risk of being lost. In 2015, UNRWA requires USD 415.4 million to meet minimum needs of Palestinian refugees affected by the Syria crisis in the region.

**In Syria**, access to jobs and livelihood opportunities will be supported through Technical Vocational Education and Training (TVET, including e-TVET) for Palestinian refugee youth; microfinance (including dedicated products focusing on informal economy businesses, and start-up grants for TVET graduates); infrastructure rehabilitation, incl. rubble removal, water supplies, sanitation infrastructure, as well as UNRWA facilities where required. Basic social services will be maintained through emergency education to ensure better access for children, including mainstreamed mental health and psycho-social support services, and training of teachers, self-learning material and support to UNRWA Emergency in Education Program, as well as health recovery and hospitalisation.

**In Lebanon**, the funds will be used for (i) primary/secondary education: extra teacher, recreational activities, psychosocial support; (ii) TVET; (iii) primary/secondary health (including hospitalisation).

**In Jordan**, the focus will be on emergency health, primary education and waste management (due to increased pressure in the camps; environmental health).

### **2. Emergency education support for Syrian refugee children (EUR 20 million):**

During the past school year 2014-2015, 750 000 Syrian refugee children remained out of school - 57% of the population in school age. The situation is particularly dramatic in Lebanon and there is real danger of having a lost generation of young Syrians.

**In Lebanon**, shelter remains a serious concern for the vast majority of refugee families, while the number of house evictions and dismantling of informal refugee settlements are increasing. The government's recent decision to change its visa policy further complicates the already dire situation of the refugees and there have been reports of forced return to the camps and to Syria, regular deportation and expulsion of vulnerable persons.

Since the beginning of the Syrian crisis, the EU has allocated EUR 105 million to the educational sector. Thanks to funding from Germany, United States and the EU, the costs of around 104 000 students for new school year 2015-2016 are currently covered. With additional contributions from UNHCR and the World Bank - Department for International Development, this figure could reach around 150 000 children. There remains a gap of 50 000 students to reach the target of 200 000, set by the "Reaching All Children with Education" (RACE) strategy in the context of the "No lost generation" initiative. (Currently only around 100 000 Syrian children are attending public schools while 350 000 do not have access to basic education.)

To cover the funding gap in 2015, an additional EU contribution of around EUR 28 million is needed. With EUR 72 million currently available for Syria, Jordan and Lebanon under the ENI budget line, only EUR 18 million could be allocated for education support in Lebanon. Therefore, there is an urgent need for an additional amount of **EUR 10 million** that would allow to fund the schooling of 16 000 - 17 000 children to reach the overall target of 200 000.

**In Jordan**, access to health care by Syrian refugees has been limited by a recent decree by the Government of Jordan, which ended free provision of secondary health care and treatment of chronic illnesses for Syrian refugees. This has forced some refugees to seek access to health services in refugee camps as a result, further straining resources in the camps. The overall needs for the Syrian refugee crisis have increased again this year as indicated by the UN crisis appeals for 2015: USD 8.6 billion, up from USD 6 billion for 2014.

The EU's budget support allocation of EUR 43 million to the Ministry of Education for the schooling of Syrian refugee children is not sufficient to cover the schooling costs of 140 000 Syrian refugee children. Because of rising numbers and the EUR/JD exchange rate loss, a minimum additional contribution of **EUR 10 million** is required to reach the overall targets of:

- Mobilising and paying up to 4 500 additional teachers for first and second shifts;
- Ensuring up to 140 000 Syrian refugee children attending school;
- Providing school books for at least 80% of the children;
- Covering operational cost for 125 double shifts in schools and camps;
- Providing 160 additional classrooms;

Without this additional support, the EU and Jordan would have to:

- Reduce the number of children attending school by at least 10 000;
- Cancel the 160 new classrooms;
- Reduce by half the number of school books bought for children;

- Provide only a symbolic amount to school running costs.



## ANNEX II: SYRIA and NEIGHBOURING COUNTRIES

<b>Key financial information</b>	
<b>Total amount committed in previous year for this crisis</b>	<b>EUR 201 million</b>
Amount committed through the current year's initial Humanitarian Implementation Plan (HIP) relating to this crisis	EUR 100 million
Funds already committed this year for this crisis from the: - Humanitarian Aid Operational Reserve - Emergency Aid Reserve	EUR 14 million EUR 50 million
Total amount from the Humanitarian Aid Budget committed this year	EUR 164 million
<b>Total amount committed this year</b>	<b>EUR 164 million</b>
Other funding from EU budget: - European Neighbourhood Instrument - Instrument contributing to Stability and Peace	EUR 54.5 million EUR 21.6 million
Other donors: United States of America (USA), United Kingdom, Kuwait, Germany, Japan	Above EUR 2.6 billion
<b>Additional needs</b>	
<b>EUR 10 million</b>	

<b>Timing</b>
Funds are needed as from 15 September 2015.

<b>Why additional funding is needed?</b>
<p><b>Overview:</b> The Syria conflict is now recognized as the largest humanitarian crisis since World War II. Humanitarian needs continue to rise inside Syria with 12.2 million people currently in need of assistance. The Syrian refugee population is now the largest refugee population in the world with over 4 million people residing in the neighbouring countries. In addition, Syrian refugees are by far the biggest group of people seeking asylum in the EU (over 20%) and have heavily contributed to the record increase of people risking their lives at sea in 2015.</p> <p>Displacement, together with the approaching winter season will further exacerbate the already dire situation. The dramatic gap between available funding and humanitarian needs continues to widen. In August 2015, the Syria Regional Refugee and Resilience Plan (3RP) and Syria Response Plan (SRP) had a total funding gap of 71%, almost 10% higher than at this time last year.</p> <p><b>Inside Syria:</b> Fighting and aerial bombardments continue. In July the Syrian regime conducted 6 673 air strikes, making it the most intense bombing reported in one month since the beginning of the conflict in 2011. The relentless violence causes not only high number of casualties and injured but also recurrent cycles of population displacement in many parts of Syria, with over one million people forced to flee their homes already this year according to the United Nations (UN). Following Islamic State in Iraq and the Levant (ISIL)'s recent advances, over 100 000 people have fled the southern areas of Al-Hasakeh city. In Ar-Raqqa Governorate, over 70 000 people had to flee as fighting between ISIL and non-State armed groups escalated. In southern Syria, over 40 000 people fled Dar'a city following an offensive by non-State armed groups. In Idleb, more</p>

than 40 000 people have been recently displaced as a result of insecurity, adding to the successive waves of displacement that the governorate has witnessed in the past three months. The humanitarian perspectives for the second half of 2015 appear dire, with multiple new frontlines.

With coping mechanisms exhausted, the provision of all basic needs is worsening, especially in the health and water sectors. Water supplies cut is increasingly being used as a tactic of war; nearly 5 million people are currently facing water shortages in the rural areas around Damascus, in Damascus, Dara'a and Aleppo due to the deliberate cut of water supplies by parties to the conflict. The situation is especially severe in Aleppo where around 1.7 million people – about half of them children - are suffering from water shortages at a time of intense summer heat waves (on average around 40 degrees Celsius). Water cuts and poor sanitation conditions severely increase the risk of water borne disease outbreaks. In the last 3 months, incidents of acute diarrhoea and water borne diseases (Hepatitis and Typhoid) have increased by more than 40%. In Aleppo alone, out of 7 300 children who visited UN Children's Fund supported clinics in July, 41% have been diagnosed with watery diarrhoea. Reports from a number of local Non-Governmental Organisations and hospitals indicate that currently there is an outbreak of Typhoid in Yarmouk and the surrounding areas.

Besides the efforts of humanitarian aid agencies, the response still falls short of the needs. There is an urgent need to scale up both immediate responses and preparedness measures such as equipping ground wells, enhancing water storage capacity and pre-positioning of fuel to operate the wells.

The de-facto closure of international borders is also of big concern as the cases of people at high-risk border areas become more common. Hundreds of families are stranded in increasingly crowded settlements along the borders, unable to cross. Additionally, the increasing number of Internally Displaced Persons in the few safe areas around the Syrian coast is exhausting the limited resources of the host communities to provide basic services.

**Regional Refugee Crisis:** The countries bordering Syria are at a dangerous point of saturation, especially Lebanon, which hosts the largest per capita refugee population - almost one in five living in the country is a Syrian refugee. Similarly, Turkey is now host to the largest refugee population in the world with over 2 million people, including over 1.8 million Syrians. In June, intensification of violence in the Syrian city of Tal Abyad on the border with Turkey led to over 23 000 refugees arriving in the border province of Sanliurfa in Turkey within just over a week. In mid-2015 there has been a major increase in refugees and migrants taking the 'eastern Mediterranean route' from Turkey to Greece.

Humanitarian agencies inside Syria face severe funding shortages for the neighboring countries. The World Food Programme (WFP) was forced to drastically reduce the values of vouchers it provides. In July, it announced its plan for the remainder of the year: the perspective is that assistance for about 200 000 people outside the camps in Jordan will be further reduced, dropping from USD 28 to USD 14 per person per month and for the slightly less vulnerable from USD 14 to USD 7, while the assistance of USD 28 for the refugees in the camps will continue. In Lebanon, WFP had to further cut down by 50% the value of the assistance from July onwards (being USD 13.5). The Agency has decided to cut the maximum amount which a family can receive to USD 67, even if the family is larger than 5 members, as of September. This will have

consequences on every sector: many more refugees will face increasing food insecurity, resort to negative coping strategies, fall further into debt.

#### **What will be the funding used for?**

The additional funds of **EUR 10 million** will be used to respond to the projected increase in needs in Syria and neighbouring countries and will allow for supporting operations until the second semester of 2016 including activities to meet winterization demands during the cold season. Such funds will also enable to respond to newly emerging needs due to further displacement inside Syria as well as to the influx of potential high numbers of new arrivals in Turkey.

The additional funds will also allow to fill in existing gaps in terms of life-saving assistance: medical emergency response, including the provision of essential drugs; food and nutritional items; safe water, sanitation and hygiene (WASH); shelter; distribution of basic non-food items (NFIs) and protection to help the most vulnerable families (IDPs, refugees, host communities).

Carefully targeted cash delivery options that cut across sectors to address basic needs at the household level have been tested with positive results - both in terms of impact and cost efficiency. This has been a key avenue for operation in Jordan and Lebanon. Additional funds will help mitigating the negative impact experienced due to the cuts of WFP assistance and will target the most cost-efficient and targeted humanitarian operations.

## EU contributions to the civil unrest in Syria Crisis

(source: Emergency Response Disaster Information System)

Update at: 10/08/2015						
Donor	Commitments in EDRIS in EUR					TOTAL 2011-2015
	2011	2012	2013	2014	2015	
	TOTAL 2011	TOTAL 2012	TOTAL 2013	TOTAL 2014	TOTAL 2015	
Austria**		3.730.000 €	4.145.000 €	1.500.000 €	500.000 €	<b>9.875.000 €</b>
Belgium		2.000.000 €	12.935.898 €	3.500.000 €	7.000.000 €	<b>25.435.898 €</b>
Bulgaria		142.524 €	153.350 €	0 €	0 €	<b>295.874 €</b>
Croatia	0 €	261.138 €	165.403 €	0 €	0 €	<b>426.541 €</b>
Czech Republic		818.363 €	1.118.552 €	1.459.479 €	422.161 €	<b>3.818.555 €</b>
Denmark	268.601 €	3.153.396 €	38.631.596 €	24.952.228 €	10.194.045 €	<b>77.199.866 €</b>
Estonia		220.000 €	589.806 €	500.000 €	0 €	<b>1.309.806 €</b>
France		13.814.068 €	21.257.299 €	13.571.854 €	7.638.090 €	<b>56.281.311 €</b>
Finland	500.000 €	3.097.418 €	16.271.134 €	14.150.000 €	10.000.000 €	<b>44.018.552 €</b>
Germany	541.000 €	55.214.329 €	195.988.328 €	183.717.727 €	82.949.266 €	<b>518.410.650 €</b>
Greece		100.000 €	100.000 €	50.000 €	0 €	<b>250.000 €</b>
Hungary		198.222 €	195.586 €	130.000 €	0 €	<b>523.807 €</b>
Ireland		2.159.324 €	11.900.000 €	16.930.000 €	0 €	<b>30.989.324 €</b>
Italy		6.899.511 €	17.788.917 €	25.405.500 €	4.610.000 €	<b>54.703.928 €</b>
Latvia		43.000 €	50.000 €	0 €	0 €	<b>93.000 €</b>
Lithuania		14.481 €	40.547 €	48.689 €	0 €	<b>103.716 €</b>
Luxembourg		2.001.239 €	6.516.858 €	5.217.181 €	4.292.500 €	<b>18.027.779 €</b>
Malta	0 €	0 €	50.000 €	25.000 €	0 €	<b>75.000 €</b>
Netherlands		21.950.000 €	31.500.000 €	51.005.960 €	13.884.220 €	<b>118.340.180 €</b>
Poland		1.016.577 €	1.883.557 €	385.394 €	0 €	<b>3.285.527 €</b>
Portugal	0 €	0 €	130.000 €	110.000 €	0 €	<b>240.000 €</b>
Romania		155.850 €	150.606 €	73.325 €	0 €	<b>379.780 €</b>
Slovakia		140.000 €	50.000 €	0 €	0 €	<b>190.000 €</b>
Slovenia		60.000 €	60.000 €	30.000 €	0 €	<b>150.000 €</b>
Spain		2.705.852 €	8.121.681 €	8.500.000 €	500.000 €	<b>19.827.533 €</b>
Sweden	2.169.315 €	14.586.671 €	33.707.078 €	25.534.135 €	18.551.303 €	<b>94.548.503 €</b>
United Kingdom		85.208.413 €	248.473.314 €	310.177.743 €	373.900.147 €	<b>1.017.759.617 €</b>
<b>TOTAL MEMBER STATES</b>	<b>3.478.916 €</b>	<b>219.690.376 €</b>	<b>651.974.510 €</b>	<b>686.974.214 €</b>	<b>534.441.732 €</b>	<b>2.096.559.748 €</b>
<b>EU humanitarian aid budget</b>	<b>0 €</b>	<b>165.732.843 €</b>	<b>350.000.000 €</b>	<b>201.000.000 €</b>	<b>164.000.000 €</b>	<b>880.732.843 €</b>
<b>TOTAL EU</b>	<b>3.478.916 €</b>	<b>385.423.219 €</b>	<b>1.001.974.510 €</b>	<b>851.974.214 €</b>	<b>734.441.732 €</b>	<b>2.977.292.591 €</b>

## ANNEX III: IRAQ

<b>Key financial information</b>	
<b>Total amount committed in previous year for this crisis</b>	<b>EUR 47 million</b>
Amount committed through the current year's initial Humanitarian Implementation Plan (HIP) relating to this crisis	EUR 11.55 million
Funds already committed this year for this crisis from the: - Operational Reserve - Emergency Aid Reserve	EUR 25 million EUR 0
Total amount from Humanitarian Aid Budget committed this year	EUR 36.55 million
<b>Total amount committed this year</b>	<b>EUR 36.55 million</b>
Other funding from the EU budget - Development Cooperation Instrument - Instrument contributing to Stability and Peace	EUR 50 million EUR 6 million
Other donors ( <i>source Financial Tracking Service, as of 11/08/2015</i> ): United States, Japan, Canada, Germany	Above USD 521 million

<b>Additional needs</b>
<b>EUR 5 million</b>

<b>Timing</b>
Funds are needed as from 15 September 2015.

<b>Why the additional funding is needed?</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Qualified as a Level 3 emergency, Iraq remains one of the most serious humanitarian crises in the world.</li>   <li>• United Nations (UN) agencies expect, under the most likely scenario, additional 1.7 million Internally Displaced Persons (IDPs) before the end of the year (in addition to the current 3.1 million). The number of people in need is estimated to reach 10 million (from the current 8.2 million).</li>   <li>• Further escalation of the conflict and substantial new displacements are ongoing since June/July, in main urban areas in Ramadi, Falluja, Hawija, Al Baghdadi, Haditha, Heet. There is an urgent need to scale up immediate response and preparedness measures. The Iraqi government started on 13 July a major military operation to retake al-Anbar from the Islamic State in Iraq and the Levant (ISIL). Military operations continue along the Ramadi/Al Ameriyat corridor, with reports of airstrikes and armed clashes. Since 8 July, more than 78 300 people have fled the area around Saqlawiyah</li> </ul>

city in Falluja district, according to the International Organisation of Migration. The population is hosted in tents, caravans and unfinished buildings. Water for drinking and general use is scarce, there are almost no sanitation facilities, temperatures often exceed 45°C in the shade and there is a lack of suitable shelter everywhere.

- The above estimates do not include a scenario of a possible Iraqi offensive on Mosul which could put additional 1.4 million people in need of assistance and require extra USD 450 million in humanitarian support, over and above the current Humanitarian Response Plan (HRP).
- The Iraq HRP has a total funding gap of 85% and some operations are already closing. The HRP is an extremely prioritised, cut to the bone plan: it caters for only 6.5 million people until end of December, out of the current 8.2 million (10 million expected). Several partners (the World Food Programme, United Nations High Commissioner for Refugees, United Nations Children's Fund, the World Health Organisation) have announced reductions in assistance. On 27 July, the UN announced the suspension of 184 frontline health services, due to the paralysing funding shortfall. On 9 August, the United Nations (UN) further announced that the food pipeline will break in October, impacting 2 million people in need. More than 80% of general health humanitarian programmes are now shut, directly impacting one million people. Over half a million children will not be immunized, spreading the risk of measles outbreaks and resumption of polio. Almost 30% of the water, sanitation and hygiene projects have closed due to lack of funding; more are set to close soon, impacting on 1.78 million people. Half of the programmes for shelter, providing life-saving aid will scale back, unless additional funding is received.
- Due to significantly increased needs, the International Committee of the Red Cross (ICRC) launched a new appeal for Iraq, requesting additional EUR 34.3 million in 2015 (in addition to the previously requested EUR 78 million). The Iraq appeal is one of the most underfunded ICRC appeals in the world.
- EU's humanitarian aid funding so far has been fully allocated and committed in direct response to the massive displacement from Ramadi of over 300 000 IDPs since 8 April and to support existing operations until the end of December. The Commission services have made strong strategic efforts in building partners' capacity to respond to new displacements (e.g. prepositioning and access).

#### **What will the funding be used for?**

The additional funds of **EUR 5 million** will be used to respond to the new increase in needs in Iraq, as described above and in line with the Commission Strategy for the country. In particular, it will allow covering, at least partially, the needs resulting from new displacements and additional needs for winterization, as well as make it possible to increase lifesaving support to contested and conflict affected-areas, such as al-Anbar,

where most of the new displaced are.

<b>EU support to the Iraq crisis in 2015 (as of 10/08/2015)</b>	<b>TOTAL IRAQ 2015 (in million EUR)</b>
Austria	1,25
Belgium	4,00
Bulgaria	
Croatia	
Czech Republic	0,27
Cyprus	
Denmark	3,35
Estonia	
Finland	1,80
France	0,75
Germany	38,11
Greece	
Hungary	
Ireland	0,33
Italy	4,20
Latvia	
Lithuania	
Luxembourg	0,40
Malta	
Netherlands	4,00
Poland	
Portugal	
Romania	
Slovakia	
Slovenia	
Spain	1,00
Sweden	8,66
United Kingdom	28,07
EU humanitarian aid budget	36,55
<b>TOTAL EU contributions</b>	<b>132,74</b>